

**Zeitschrift:** Schweizer Film = Film Suisse : officielles Organ des Schweiz. Lichtspieltheater-Verbandes, deutsche und italienische Schweiz

**Herausgeber:** Schweizer Film

**Band:** - (1936)

**Heft:** 38

**Vorwort:** Prosit Neujahr!

**Autor:** [s.n.]

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 17.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Schweizer



# FILM

Suisse

RÉDACTRICE EN CHEF  
Eva ELIE

OFFIZIELLES ORGAN DES SCHWEIZ. LICHTSPIELTHEATER-VERBANDES, DEUTSCHE UND ITALIENISCHE SCHWEIZ

DIRECTEUR : Jean HENNARD

Redaktionelle Mitarbeit :  
Sekretariat des S. L. V.

N° 38

DIRECTION,  
RÉDACTION,  
ADMINISTRATION :TERREAUX 27  
LAUSANNE

TÉLÉPHONE 24.480

Le numéro : 40 cent.  
Abonnement : 1 an, 6 Fr.  
Chèq. post. II 3673Les abonnements partent  
du 1er janvier.

4472

Allen unsrern wertgeschätzten  
Lesern und Inserenten entbieten  
wir zum Jahreswechsel die  
**besten Glückwünsche**  
SCHWEIZER-FILM-SUISSE  
Redaktion und Administration.

A tous ses annonceurs et loc-  
teurs, le "Schweizer-Film-Suisse"  
présente ses  
**meilleurs vœux**  
pour la Nouvelle Année.

A l'heure du bilan...

## Pagaïe complète !!!

Pauvre cinématographie suisse. Au seuil de l'an nouveau, elle se trouve dans un bien piètre état, dépassant même les prévisions les plus pessimistes. Inutile de se gargariser de grands mots et d'essayer de voiler la réalité : la sacro-sainte Convention, le miracle de 1935, sombre lamentablement. L'Association des Loueurs de Films, amalgame invraisemblable d'intérêts les plus divergents et les plus contraires, est de loin la plus atteinte.

Depuis longtemps le feu couvait sous la cendre. On se faisait force sourires, quitte à se poser à l'heure d'aujourd'hui, des mesures extraordinaires sont difficiles à obtenir, car les autorités ont une bien mauvaise impression de la location en Suisse, justifiée par des dénonciations émanant même de membres actifs de l'Association des Loueurs... Des faits d'une extrême gravité — au moins 50 % de la recette (ou même 60 %) pour obtenir la prochaine œuvre de Charlot.

Il était d'ailleurs tout à fait imprudent d'enchaîner des gens corrects, des commerçants avisés, à des avenges remuantes, pêcheurs en eau trouble.

Par une situation extraordinaire et anormale, le loueur suisse devint de suite un banquier : le producteur lui réclamait des traites avant même d'avoir tourné un mètre de film ; ayant encaissé la recette — comptant, ce qui est une supériorité sur toutes les industries et tous les commerces — bien trop souvent le directeur de cinéma néglige de s'acquitter du prix de location, ayant de vieux « trous » riards à boucher.

Vint la convention, qui assurait — sur le papier — un paiement rapide de la location des films. Cette clause, si elle eut été rigoureusement observée, était capitale pour le loueur. Mais, hélas, il n'en fut rien : les bons payeurs ne s'augmenteront pas d'une seule unité.

Au contraire, de nouveaux loueurs — commanditaires naïfs, allumez vos cierges !... — gâchent plus que jamais le marché déjà si mal en point. De nouveaux cinémas enlèvent aux salles déjà existantes tout espoir de faire leurs frais.

Et l'on vient nous raconter que la Convention est venue mettre de l'ordre dans le désordre, alors même qu'elle fut le germe du plus complet gâchis. Certes, les promoteurs furent sincères et pleins de bonnes intentions. Nous dirons même qu'ils ont essayé d'affirmer une situation chancelante pour toute l'industrie cinématographique suisse. Mais leur bonne volonté rencontra la plus parfaite indifférence...

Moribonde convention. Franchement, dans les conditions actuelles, elle apporta au cinématographe le soutien que la corde assure au pendu !! Ceux qui se nourrissent encore d'illusions, qui croient à la sincérité et à l'efficacité des résolutions votées, nous les renvoyons simplement aux faits eux-mêmes : Ils parlent suffisamment, que dis-je, ils crient... ils hurlent !!!

Que souhaiter pour l'avenir ? Un coup de ba-

la, un assainissement énergique de l'Association des Loueurs et le torpillage officiel et définitif de la Convention 1935 pour la remplacer par une réglementation draconienne et observée par tous. Que les cinégraphistes corrects, dont le passé est d'une constante honnêteté, se groupent plus étroitement et, évitant les belles phrases creuses, prennent ensemble des mesures sérieuses de nettoyage. Et une fois d'accord — ce qui sera beaucoup plus facile qu'actuellement, où règnent des francs-tireurs — qu'ils s'assurent l'appui des autorités et de la presse quotidienne. Des mesures spéciales seraient prises pour limiter à sa plus simple expression l'activité des dissidents et les empêcher de nuire à l'économie générale du pays. Nous aurions alors une Association des Loueurs forte et respectée, où chacun soutient son collègue et ne pense pas uniquement à le faire glisser sur une pelure d'orange.

Aujourd'hui, des mesures extraordinaires sont

difficiles à obtenir, car les autorités ont une bien mauvaise impression de la location en Suisse, justifiée par des dénonciations émanant même de membres actifs de l'Association des Loueurs... Des faits d'une extrême gravité — au moins 50 % de la recette (ou même 60 %) pour obtenir la prochaine œuvre de Charlot.

Chacun sait que la situation du cinéma en Suisse est très grave. Aussi n'est-ce pas sans stupéfaction que nous apprenons que certains directeurs de cinémas ont offert 50 % de la recette (ou même 60 %) pour obtenir la prochaine œuvre de Charlot.

Que le grand artiste que ses occupations conjugales empêchent de produire plus d'un film par an n'aît pas eu le temps de mettre au point son œuvre pour Noël, causant ainsi aux directeurs de cinémas un formidable manque à gagner, passe encore, mais que des directeurs suisses soient assez bêtes pour payer les pots cassés, cela devient ridicule, pour ne pas dire plus.

Malheureusement ces tristes exceptions donnent des arguments au fisc, qui vient de ou va saigner quelques loueurs, comme si leur situation était déjà si bonne !!! Il fallait bien quelques directeurs de salles pour tout aggraver encore...

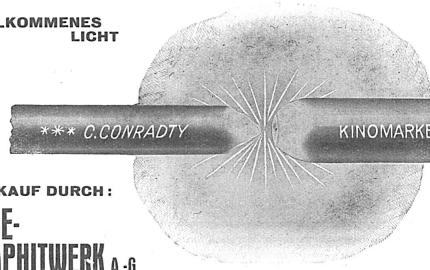
## C. CONRADTY'S Kino-Kohlen „NORIS-HS“

VOLLKOMMENES  
LICHTGERINGER  
ABBRAND

\*\*\* C. CONRADTY

KINOMARKE NORIS «HS»

VERKAUF DURCH :

CECE-  
GRAPHITWERK A.G.ZÜRICH  
Wehntalerstrasse 600  
Telephon 69.122dan des Interessenvertrages in der Schaffung einer gemeinsamen Plattform im täglichen Ge-

schäftsverkehr der beiden interessierten Sparten.

Theaterbesitzer und Filmverleiher, bestanden ha-

be. Lediglich die herrschende grosse Not im Ki-

nognegewerbe und die leider vorhandenen Missbräu-

che und Schändlinge des Gewerbes konnten die

Verbände zu dieser grossen Tat, wie sie der In-

teressenvertrag darstellt, vereinigen. Der Ent-

scheid im Falle des «Cinéma Rex» betreffend

Nicht Aufnahme als Mitglied des Schweiz. Licht-

spieltheater-Verbandes habe bei den Interessierten

viel Staub aufgeworfen und es war jedem Mit-

glied des S.L.V., wie auch des F.V.V. bekannt,

dass schlussendlich der Zweck des Interessenver-

trages den Schutz der Verbandsglieder zur Voraussetzung habe. So musste zwangsläufig die

Offerte eines ausländischen Produzenten an die

Adresse eines schweizerischen Film-Verleiher,

einen Film für das schweiz. Territorium unter

Ausschluss der Stadt Zürich zu erwerben, gros-

ses Aufsehen erregen und auch a priori verhind-

rig wirkten. Ein Film kann eventuell noch nach

besonderen Sprachgebieten oder Kantonen von

verschiedenen Verleihern vermietet werden; es

muss aber als absolutes Normivon bezeichnet werden, dass ein Film für das Gesamtgebiet der

Schweiz unter Ausschluss des grössten Stadt er-

worben wird. Alle Einwendungen der Beklagten,

der Interessenvertrag nicht verletzt zu haben,

weil der Tatbestand im Interessenvertrag nicht

ausdrücklich aufgeführt ist, können nicht gehört

werden. Sowohl die Statuten des S.L.V., wie auch

des F.V.V. enthalten Bestimmungen, wonach ein

Mitglied aus dem Verband ausgeschlossen vor-

den kann, sofern dasselbe die Interessen des Ver-

bandes grösstenteils verletzt. Im Falle des Ciné-Vox

ist aber eine verwerfliche und vertragswidrige

Gesinnung in dem Abschluss dieses Vertrages

nicht zu leugnen.

Im Übrigen darf jedem einzelnen Mitglied

des Verbandes, S.L.V. oder F.V.V., diejenige Einsicht

zumgemetten werden, dass dasselbe die Grenzen der

Gesamt-Verbandsinteressen und der Verletzung

derselben kennt. Es ist daher auch nicht möglich,

jeden einzelnen Tatbestand in den Statuten oder

einen Vertrag aufzunehmen, sondern es muss ge-

nügen, wenn von jedem Normal-Menschen erwar-

tet werden darf, dass er als Mitglied eines Ver-

bandes nur im Rahmen der allgemeinen Verbands-

interessen handelt. Dass nun aber die Ciné-Vox

einen Film unter Ausschluss des Platzes Zürich

und Kenntnis des Umstandes, dass dieser Film

einem Nicht-Mitglied des S.L.V. in Zürich ver-

mietet wurde, erwirkt, muss unter allen Umständen

als grobe Verletzung des Interessenvertrages

bezeichnet werden.

Dass der klerikale Vertreter neben der Aus-

sprechung einer Busse auch noch die Sperrung

des Films für das gesamte Gebiet der Schweiz

beantragte, ist selbstverständlich, denn das Bus-

senerkenntnis allein kommt ein derartiges Ver-

fahrengestattet. Keinesfalls rechtig, wenn nicht auto-

matisch dem Rechtsbrecher die Möglichkeit ge-

vermietet wird, den Film weiter zu vermieten.

Das Interverbandsgericht, hat nach eingehen-

der geheimer Urteilsberatung, deren Inhalt dem

Redaktor dieser Zeilen unbekannt ist, folgenden

Entscheid gefällt :

1. Die Ciné-Vox A.G. wird wegen Verletzung

des Interessenvertrages zur einer Geldbuße

von Fr. 500,— verurteilt.

2. Der Film «Es flüstert die Liebe» bleibt auf

unbeschränkte Zeit für das ganze Gebiet der

Schweiz gesperrt. Bereits abgeschlossene Film-

Mietverträge werden annulliert.

3. Die Beklagte hat die ergangenen Gerichtskosten

mit zirka Fr. 1000,— zu bezahlen, nebst

einer Prozessentschädigung von Fr. 250,— an

den klerikalen Anwalt.

\*\*\*\*

DIRECTION,  
RÉDACTION,  
ADMINISTRATION :

TERREAUX 27  
LAUSANNE

—

TÉLÉPHONE 24.480

Le numéro : 40 cent.

Abonnement : 1 an, 6 Fr.

Chèq. post. II 3673

Les abonnements partent

du 1er janvier.

J. L.

## PROSIT NEUJAHR!

Allen Mitgliedern, Freunden und Kollegen entbieten wir zum Jahreswechsel die herzlichsten Glückwünsche.

Ein an Entfälschungen reiches Jahr liegt hinter uns; aber trotz aller Rückschläge dürfen wir dem Mut nicht sinken lassen. Verfrauen in unsere Berufsorganisation und deren Organe, sowie das feste Gefühl der Zusammengehörigkeit werden uns auch im neuen Jahre Mittel und Wege finden lassen, um die schwere Krisenzeite zu überwinden.

Auf in ein froheres und besseres 1936!

Vorstand und Sekretariat des S. L. V.

## Inter-Verbands-Gericht

Präsident :

Oberrichter Dr. Eugen HASLER, Zürich

Schiedsrichter des S. L. V. :

Georg EBNERHARD, Aarau · Richard ROSENTHAL, Zürich

Schiedsrichter des F. V. V. :

Dr. Karl EGGHARD, Bern · Max STEHR, Zürich

I. SITZUNG

vom 2. Dezember 1935, nachm. 5 Uhr, in Zürich

in Sachen

Schweiz. Lichtspieltheater-Verband

Zürich

vertreten durch Rechtsanwalt Dr. Otto Frikker

contra

Ciné-Vox S. A., Bern

vertreten durch Fürsprecher Robert F. Moser

Rechtsbegehr :

1. Die Ciné-Vox S. A. sei gemäß Art. 19 des Interessenvertrages mit einer angemessenen Busse zu belegen.

2. Der von der Beklagten unter Ausschluss des Platzes Zürich erworbene Film «Es flüstert die Liebe» sei für das ganze Gebiet der Schweiz zu sperren.

3. Die Beklagte habe die ordentlichen und ausserordentlichen Kosten des Gerichtsverfahrens zu bezahlen.

Tatsächliches

I. Der Schweiz. Lichtspieltheaterverband hat in Erfahrung gebracht, dass die Ciné-Vox S. A. in Bern einen Film, betitelt

«Es flüstert die Liebe»

von einem ausländischen Produzenten unter Ausschluss der Stadt Zürich erworben hat. Der S.L.V. hat in diesem Kontrakt eine krasse Überschreitung der Bestimmungen des Interessenvertrages vom 1. Juli 1935 erlitten, d. h. trotz Kenntnis, dass derselbe einen Tatbestand in den Statuten oder einen Vertrag aufzunehmen, sondern es muss genügen, wenn von jedem Normal-Menschen erwartet werden darf, dass er als Mitglied eines Verbands nur im Rahmen der allgemeinen Verbandsinteressen handelt. Dass nun aber die Ciné-Vox einen Film unter Ausschluss des Platzes Zürich und Kenntnis des Umstandes, dass dieser Film einem Nicht-Mitglied des S.L.V. in Zürich verboten wurde, erwirkt, muss unter allen Umständen als grobe Verletzung des Interessenvertrages bezeichnet werden.

II. In der Hauptverhandlung von dem Interverbandsgericht hat die Beklagte den Tatbestand in vollem Umfang anerkannt, d. h. zugegeben, den genannten Film «Es flüstert die Liebe» trotz Kenntnis, dass derselbe am 17. Oktober 1935 an das Cinéma Rex in Zürich vermietet worden sei, für die Schweiz unter Ausschluss der Stadt Zürich erworben zu haben.

IV. Die Beklagte hat in der Verhandlung sich zuerst darauf beschränkt, formelle Einwendungen gegen das Interverbandsgericht geltend zu machen, mit dem Hinweis darauf, dass vorerst das Bureau in Aktion treten sollen, wogegen aber der Parteivertreter der Beklagten auf diesbezügliche Befragung zugeben musste, dass in Bern stattgehabte Besprechungen zwecks aussorgerechtlicher Erledigung des Streitfalles resultlos verliefen. Da der beklagten Partei selbst an einer raschen Abklärung gelegen war, hat diese auf die Vorbehandlung im Bureau der beiden Verbände verzichtet. Das Interverbandsgericht ist denn auch auf die formellen Einwendungen der Beklagten nicht eingetreten.

V. Die Beklagte hat materialiell in der Haupt- scheide den Standpunkt vertreten, dass der Inter- vertrag vom 1. Juli 1935 das ihr vorge- worfene Vergehen nicht umschreibt. Mit andern Worten, dass mangels genauer Umschreibung des im Beklagten Tatbestandes eine Verurteilung

der Beklagten nicht möglich sei.

VI. Der Vertreter der Klagepartei, Herr Dr.

Otto Frikker, hat in rechtlicher Beziehung ins-

besondere geltend gemacht, dass der Grundge-

richt der Beklagten nicht möglich sei.

VII. Der Vertreter der Klagepartei, Herr Dr.

Otto Frikker, hat in rechtlicher Beziehung ins-

besondere geltend gemacht, dass der Grundge-

richt der Beklagten nicht möglich sei.

VIII. Der Vertreter der Klagepartei, Herr Dr.

Otto Frikker, hat in rechtlicher Beziehung ins-

besondere geltend gemacht, dass der Grundge-

richt der Beklagten nicht möglich sei.

V. Die Beklagte soll sämtlichen Mitgliedern,

gleichgültig welcher Sparte angehörend, als war- nendes Beispiel dienen. Der Interessenvertrag

gibt den beiden Verbänden genügend Rechtsmit- tel, um eklante Verletzungen der Verbandsin-

teressen wirksam zu bekämpfen, selbst dann,

wenn der Tatbestand noch so sorgfältig getarnt

wird.

J. L.

Dieses Urteil soll sämtlichen Mitgliedern, gleichgültig welcher Sparte angehörend, als war- nendes Beispiel dienen. Der Interessenvertrag gibt den beiden Verbänden genügend Rechtsmit- tel, um eklante Verletzungen der Verbandsin- teressen wirksam zu bekämpfen, selbst dann, wenn der Tatbestand noch so sorgfältig getarnt wird. J. L.